

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1677 - 9 avril 1992 - 3,50 F

### D 1677 VENEZUELA: TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT "BOLIVARIEN"

L'instabilité sociale et politique est l'un des fruits vénéneux des mesures draconiennes de redressement économique dans les pays à population pauvre majoritaire. Des milieux financiers internationaux en sont aujourd'hui conscients (cf. DIAL D 1650). Pour sa part, le Venezuela en avait fait une première expérience, au niveau populaire, quand des "émeutes de l'austérité" avaient éclaté le 27 février 1989 et s'étaient officiellement soldées par 256 morts (cf. DIAL D 1387). Les 3 et 4 février 1992, la seconde explosion venait cette fois des milieux militaires qui entendent épouser la cause populaire. Alors qu'est close l'ère des dictatures militaires "de sécurité nationale" (c'est-à-dire anticommunistes), voici que des officiers vénézuéliens tentaient de renverser le président Carlos Andrés Pérez à l'occasion du troisième anniversaire des émeutes populaires de février 1989.

Il s'agit, selon toutes les apparences, d'une forme de populisme militaire dont le double objectif serait, sur le plan économique, l'opposition aux thèses néo-libérales en voie de généralisation dans l'après-communisme et, sur le plan politique, la lutte contre la corruption dans l'appareil d'Etat. Il s'agirait en quelque sorte d'une revendication de dignité nationale "à la Bolivar". Peut-on s'attendre au Pérou, en Argentine ou au Brésil par exemple, à une flambée de ce populisme militaire dont la "révolution péruvienne" de 1968 avait été le premier signe (cf. DIAL D 206 et 213) et la politique du général Torrijos au Panama, le second (cf. DIAL D 236)?

Au Venezuela, le coup d'Etat du lieutenant-colonel Chávez avortait rapidement. Mais l'ébranlement politique qui s'en est suivi reste majeur. Ci-dessous, historique du mouvement militaire des "Bolivariens", extrait de la revue nicaragua-yenne **Pensamiento Propio** de mars 1992.

Note DIAL

### COUP D'ÉTAT RATÉ... POUR L'INSTANT

(par Freddy Balzán, du Venezuela)

En décembre 1991, des bruits sérieux avaient couru sur la possibilité d'un coup d'Etat militaire, mais les hommes politiques n'en avaient pas tenu compte. Deux mois plus tard il éclatait, mettant en évidence la fragilité d'une démocratie politique soumise à l'impératif des ajustements économiques.

Le lieutenant-colonel Hugo Chávez Frías, le "commandant Maisanta" du bataillon de parachutistes, a pris acte de l'échec de sa tentative de soulèvement dans les termes suivants: "*Camarades, nos objectifs n'ont malheureusement pas été atteints pour l'instant. De nouvelles situations se présenteront plus tard. Le pays doit prendre définitivement le chemin d'un meilleur destin. C'est dans cet esprit qu'il vous faut prendre mes paroles, le message que vous adresse le commandant Chavez de déposer vos armes, car il est devenu impossible d'atteindre les objectifs que nous nous étions fixés au plan national. Face au pays et face à vous, j'assume la responsabilité de ce mouvement militaire bolivarien.*"

D 1677-1/3

Après ce message du lieutenant-colonel Chávez Frías, les autres chefs des autres villes du pays ont quasi immédiatement obéi à ses ordres et déposé les armes. Il y avait, entre autres, les lieutenants-colonels Francisco Arias Cárdenas, Jesús Miguel Ortiz Contreras et Francisco Urdaneta Rivas. Une semaine plus tard feraient de même deux autres lieutenants-colonels: Luyando San Miguel et David López Rivas.

### La nuit des blindés

La population ne s'était pas encore remise de la surprise provoquée par la tentative de coup d'Etat, que le général Carlos Julio Peñaloza Zambrano, ancien directeur de l'Ecole militaire en 1985, révélait que les officiers impliqués dans cet événement étaient les mêmes qui avaient monté une autre conspiration contre l'ancien président Jaime Lusinchi, le 1er octobre 1988, connue sous le nom de "nuit des blindés".

Cette nuit-là, vingt-quatre blindés du type Cascavel étaient sortis du Fort Tiuna et avaient assiégé la résidence présidentielle de La Vineta, normalement réservée aux présidents étrangers mais occupée à ce moment-là par le président par intérim Simón Alberto Consalvi, en l'absence du président Lusinchi qui participait à une réunion du Groupe des Huit en Uruguay.

En quelques heures, les conspirateurs avaient été arrêtés et le commandant José Domingo Soler Zambrana, officier de permanence cette nuit-là à la base militaire "Lapin Blanc", avait été accusé d'en être l'auteur présumé. Pour sa défense, le commandant avait allégué l'appel téléphonique en provenance d'une personne qui s'était présentée comme étant le général Juan José Bastardo, chef d'état-major de l'armée. Celui-ci lui aurait ordonné de mettre la base en état d'alerte après lui avoir donné le code secret approprié, et lui aurait expliqué l'impérieuse nécessité d'appliquer immédiatement les ordres afin de protéger ces installations vitales. L'enquête s'était déroulée dans le plus grand mystère et le commandant Soler Zambrana avait été le seul à être traduit en justice, avant de passer récemment au cadre de réserve.

Quand le général Peñaloza a été nommé directeur de l'Ecole militaire, il a eu sous ses ordres celui qui était alors le capitaine Hugo Chávez Frías, un officier-instructeur bien considéré, membre de la promotion "Simón Bolívar". Un peu plus tard, cependant, les parents de deux sous-lieutenants ont fait savoir au général Peñaloza que leurs fils commentaient souvent les nombreux exposés que leur faisait le capitaine Chávez Frías et dans lesquels il leur disait que, face à la détérioration du climat national, *"la seule issue était d'ordre militaire"*.

Aussi le général Peñaloza a-t-il demandé la mutation du capitaine. Celui-ci a été envoyé dans un poste très éloigné, à Elorza, dans l'Etat d'Apure, pour y prendre le commandement unifié des forces armées nationales. Mais Chávez et d'autres officiers avaient déjà organisé un mouvement de commandants, capitaines et lieutenants appelé "comacate" à caractéristique insurrectionnelle.

### Plan de soulèvement

Au moment des émeutes sociales du 27 février 1989 des tracts signés "Les Boliviariens" ont été distribués dans les casernes pour attaquer et traiter de corrompus l'ancien ministre de la défense, le général Filmo Uzcátegui et le général Peñaloza. Le tract parlait également de la nécessité de *"prendre le pouvoir pour laver dans le sang"* tout ce que les hommes politiques et les militaires corrompus avaient fait du pays. Quelque temps après, le haut commandement de l'armée avait obtenu la copie du plan des opérations prévues *"pour fin 1989 ou février 1990"*, au

titre de l'anniversaire du 27 février précédent. Dans un premier temps, "Les Bolivariens" avaient fixé la date du coup d'Etat au 7 décembre 1989, pour mettre à profit la tournée de Noël du président Pérez prévue dans les garnisons de province. La veille, l'information était transmise au président Pérez, au ministre Filmo Uzcátegui et à l'ancien ministre des relations extérieures, Alejandro Izaguirre. Mais en l'absence de preuves suffisantes pour une arrestation de Chávez Frías, Ortiz Contreras et Arias Cárdenas, ceux-ci réintégraient leurs garnisons.

En juillet 1990, ces officiers suivaient un cours d'état-major sans manifester aucun signe d'insubordination. Au terme de leurs obligations, en juillet 1991, ils passaient au grade de lieutenant-colonel. Chávez Frías et Ortiz Contreras étaient affectés au commandement des parachutistes, et Arias Cárdenas au bataillon de chasseurs de Chaguaramal, à la frontière des Etats de Miranda et de Cuárico.

En janvier 1992, le général Peñalosa fait savoir que ces officiers ont relancé le plan pour l'anniversaire du 27 février, compte tenu de la baisse de popularité du président Pérez. Le 20 janvier, le général Peñalosa entre en contact avec les hauts dirigeants du parti gouvernemental (l'Action démocratique) pour les mettre au courant des événements, qui vont effectivement se produire les 3 et 4 février et qui ont aujourd'hui fait l'objet d'une enquête exhaustive.

#### Coup d'Etat annoncé

S'il est évident que les mises en garde du général Peñalosa ne laissent planer aucun doute sur les plans du mouvement du "comacate" puis de celui des "bolivariens", des dirigeants syndicaux et politiques du pays n'en avaient pas moins alerté, plusieurs mois auparavant, sur les dangers qui menaçaient la stabilité démocratique du pays. Ils dénonçaient la gravité de la situation du pays par suite de la corruption grandissante et de la détérioration morale héritée des gouvernements précédents, situation qui avait contraint le président Pérez à prendre des mesures sévères en matière économique, aux résultats encore incertains.

Après la tentative de coup d'Etat, d'autres appels à la réflexion ont été lancés pour prendre la mesure de l'impact du "paquet économique" décrété par le gouvernement.

L'ancien président Rafael Caldera a mis le doigt sur la plaie le 4 février dernier. Prenant la parole à la session des deux chambres du Congrès pour la ratification de la suspension partielle des garanties constitutionnelles, il a apporté son soutien au décret présidentiel; mais après avoir condamné la tentative de coup d'Etat, il a lancé une affirmation polémique qui continue de nourrir les discussions partout dans le pays. Il a déclaré: *"Il est difficile de demander au peuple de se sacrifier pour la liberté et la démocratie, quand celui-ci estime que cette liberté et cette démocratie sont incapables de lui donner à manger et d'empêcher la hausse exorbitante des produits alimentaires, et quand il constate qu'on a été incapable de mettre un terme définitif à la terrible maladie de la corruption, une corruption qui est en train, aux yeux de tous, de dévorer l'essence même du Venezuela."*

A l'heure où le pays se demande jusqu'où ira la réflexion ou la rectification des comportements politiques dans tous les milieux sociaux, les paroles de Chávez Frías sont gravées dans l'esprit de nombreux Vénézuéliens: *"Pour l'instant, nos objectifs n'ont pas été atteints..."*

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F  
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441